

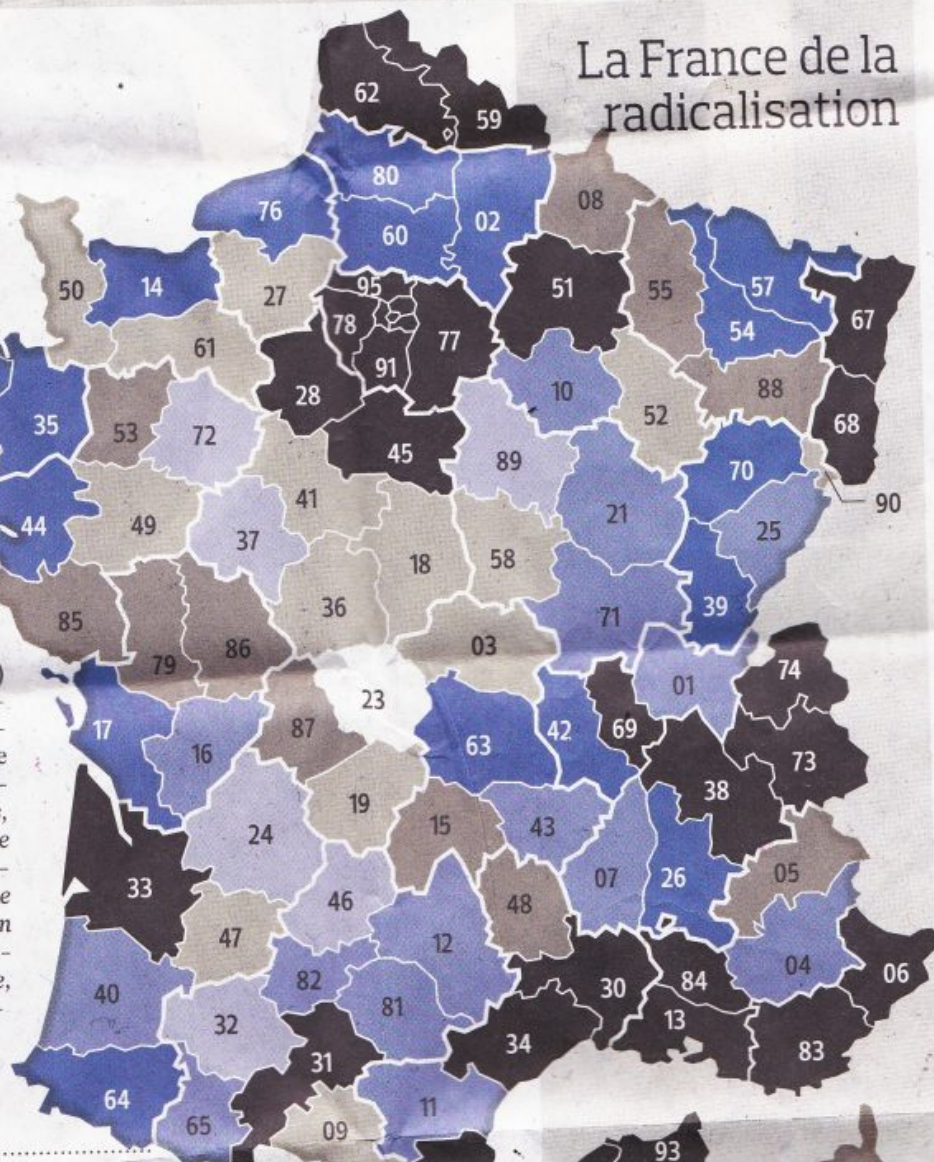
Une fois de plus l'ignoble Macron accuse la France d'être responsable de la "radicalisation" des terroristes musulmans

écrit par Christine Tasin | 1 décembre 2015

rats et mergés

La France de la radicalisation

e synthèse ou
» pouvant être
u dossier de procédure ».
front policier, les parle-
s posent « un problème in-
d'effectifs des services en-
». Alors que la Direction
de la sécurité intérieure (DGSI)
individus, dont 250 sur les théa-
pérations, la commission d'en-
sidée par Éric Ciotti révèle que
vices judiciaires spécialisés comp-
tellement environ 300 enquêteurs,
trait largement insuffisant compte
nombre actuel de procédures à trai-
e rapport préconise donc « une
tation massive, de l'ordre d'un
ent, des effectifs de policiers en-
s formés à la lutte antiterroriste,
méliorer la prise en charge judi-
es dossiers ». La DGSI est saisie
enquêtes judiciaires, contre
ent 40 au 1^{er} janvier 2012. ■



la détection des détenus

190
islamistes

icaux sont derrière les barreaux,
dont 105 impliqués
dans les filières syriennes

mes du terrorisme (AFVT) dans les
ons d'arrêt de Fleury-Mérogis et
ny. Sans attendre l'arrivée d'un
til de détection réactualisé » d'ici à la
le l'année, de nouvelles grilles de
ilages sont expérimentées aux Bau-
tes. à Marseille. La prise en compte

horte les pouvoirs publics à recruter des
gardiens pour « observer des comporte-
ments radicaux de plus en plus discrets et
disséminés ». Ceci devant se faire « dès
l'accueil dans les quartiers d'arrivants ».

Leur formation en outre doit être ren-
forcée au risque d'une « suspicion géné-
ralisée des personnels de surveillance vis-
à-vis de pratiques religieuses non
radicales, pouvant être perçues par cer-
tains détenus comme une stigmatisation
de l'islam, elle-même susceptible de fa-
voriser leur radicalisation. »

Pour éviter que la lèpre radicale ne
gangrène la population carcérale, la
commission d'enquête emmenée par
Éric Ciotti et de Patrick Mennucci pré-
conise un « régime d'isolement spéci-
fique » des radicaux ayant le profil de lea-

NOMBRE
DE SIGNALEMENTS
ENREGISTRÉS
depuis le 29 avril 2014

- Aucun
- de 1 à 10
- de 11 à 15
- de 16 à 20
- de 21 à 29
- de 30 à 49
- plus de 50

« On a laissé s'installer de l'exclusion. Je ne dis pas que l'exclusion explique, je dis qu'elle est là. Ces jeunes qui se radicalisent, ce sont des jeunes qui parfois ont perdu le lien familial, qui parfois n'avaient plus d'espoir social »,

<http://www.lesechos.fr/politique-societe/societe/021518430097-radicalisation-macron-juge-les-elites-en-partie-responsables-1179738.php>

Il avait déjà accusé les Français, les services publics, les anti-libéraux... d'être responsables du 13 novembre.

<http://resistancerepublicaine.com/2015/si-vous-vous-faites-tuer-cest-votre-faute-clame-ce-salud-de-macron/>

Il recommence, avec un autre angle...

J'aimerais comprendre pourquoi nos millions de jeunes au chômage, sans espoir social, ayant pour une partie d'entre eux perdu le lien familial ne deviennent pas djihadistes, ne deviennent pas terroristes...

Suis-je sotté, c'est tout simplement qu'ils ne sont pas musulmans...

Quant à "l'excuse" de la pauvreté... La Seine Saint-Denis qui semble bien atteinte, est le 15^{ème} département le plus riche de France...

https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_des_d%C3%A9partements_fran%C3%A7ais_class%C3%A9s_par_produit_int%C3%A9rieur_brut_par_habitant

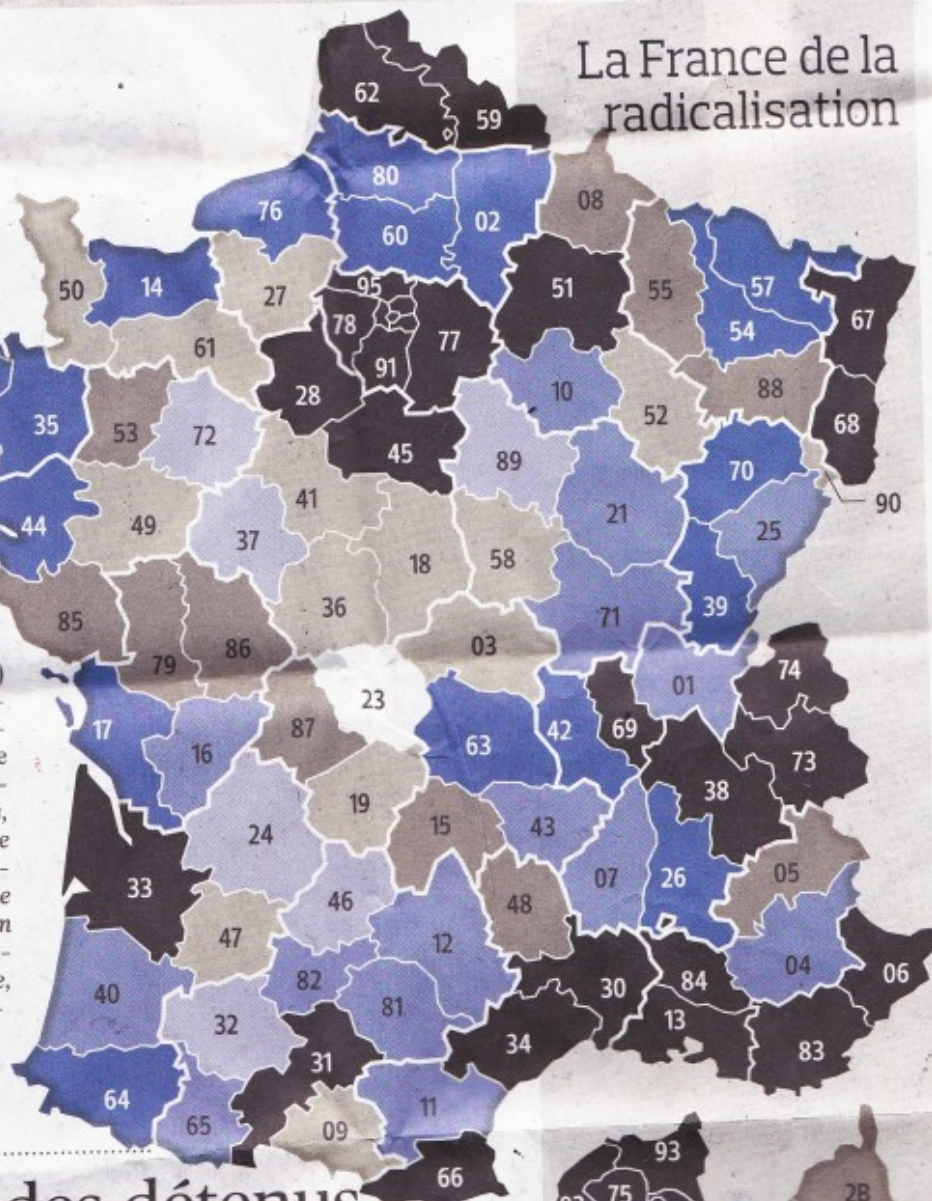
Les départements les plus pauvres sont La Creuse (23), la Haute Corse (2B), le Pas-de-Calais(62), la Dordogne(24)... territoires les plus islamisés de France ?

Qu'en disent les cartes de l'islamisation de la France, carte des djihadistes et carte des mosquées ?

rats et mergés

La France de la radicalisation

e synthèse ou
» pouvant être
u dossier de procédure ».
front policier, les parle-
s posent « un problème in-
d'effectifs des services en-
». Alors que la Direction
de la sécurité intérieure (DGSJ)
individus, dont 250 sur les théâ-
pérations, la commission d'en-
sidée par Éric Ciotti révèle que
vices judiciaires spécialisés comp-
tellement environ 300 enquêteurs,
trait largement insuffisant compte
nombre actuel de procédures à trai-
e rapport préconise donc « une
tation massive, de l'ordre d'un
ent, des effectifs de policiers en-
s formés à la lutte antiterroriste,
méliorer la prise en charge judi-
es dossiers ». La DGSJ est saisie
enquêtes judiciaires, contre
ent 40 au 1^{er} janvier 2012. ■



la détection des détenus

190

islamistes

icaux sont derrière les barreaux,
dont 105 impliqués
dans les filières syriennes

mes du terrorisme (AFVT) dans les
ons d'arrêt de Fleury-Mérogis et
ny. Sans attendre l'arrivée d'un
til de détection réactualisé » d'ici à la
le l'année, de nouvelles grilles de
ilages sont expérimentées aux Bau-
tes. à Marseille. La prise en compte

horte les pouvoirs publics à recruter des
gardiens pour « observer des comporte-
ments radicaux de plus en plus discrets et
disséminés ». Ceci devant se faire « dès
l'accueil dans les quartiers d'arrivants ».

Leur formation en outre doit être ren-
forcée au risque d'une « suspicion géné-
ralisée des personnels de surveillance vis-
à-vis de pratiques religieuses non
radicales, pouvant être perçues par cer-
tains détenus comme une stigmatisation
de l'islam, elle-même susceptible de fa-
voriser leur radicalisation. »

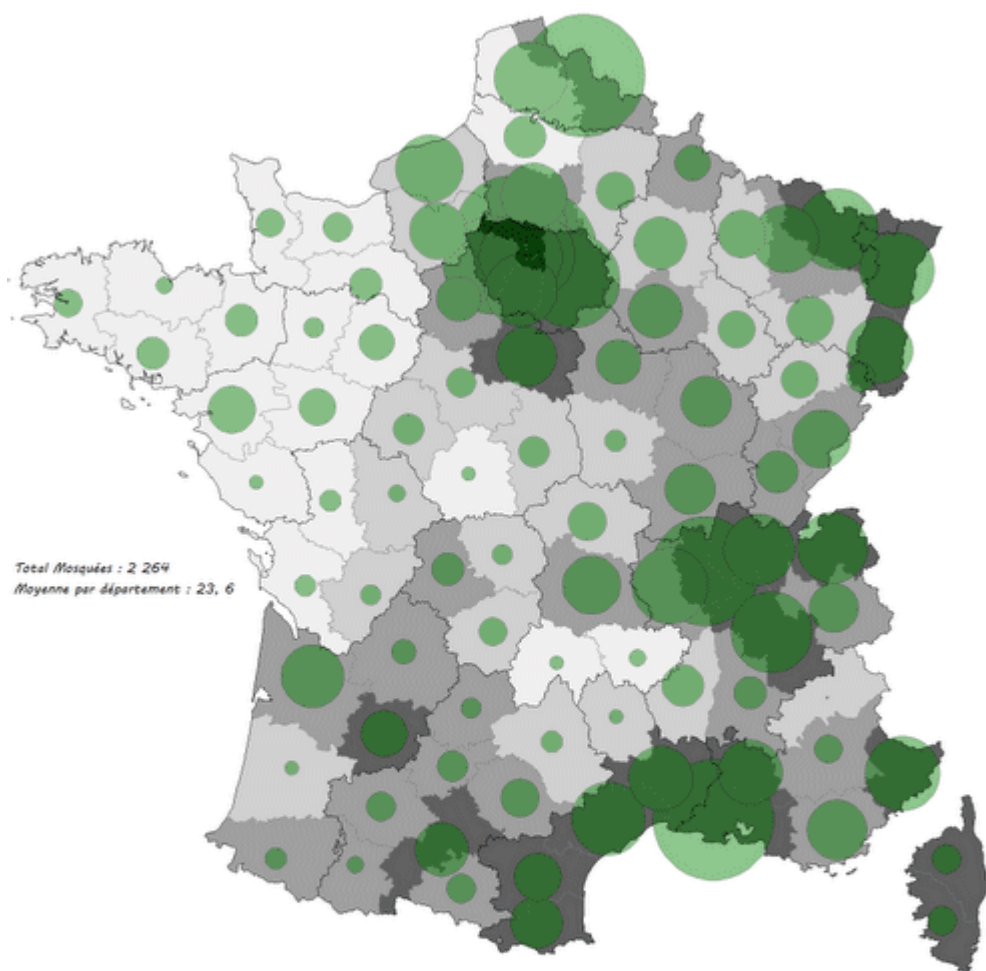
Pour éviter que la lèpre radicale ne
gagnère la population carcérale, la
commission d'enquête emmenée par
Éric Ciotti et de Patrick Mennucci pré-
conise un « régime d'isolement spéci-
fique » des radicaux ayant le profil de lea-



NOMBRE
DE SIGNALEMENTS
ENREGISTRÉS
depuis le 29 avril 2014



POPULATION D'ORIGINE ETRANGERE ET NOMBRE DE MOSQUEES



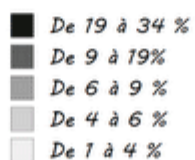
Total Mosquées : 2 264
Moyenne par département : 23, 6

Nombre de mosquées en 2012 *



Part de la population immigrée en 2009 **

Discrétisation selon les seuils naturels observés



* Données issues de <http://www.trouvetamosquee.fr>

** Données issues du dernier recensement de l'INSEE (2009)